

La pression fiscale au Maroc : état des lieux et impact sur le PIB

Tax Pressure in Morocco: Overview and Impact on GDP

HAMDI KHALID

Docteur

L'Université Mohammed premier (l'UMP) Oujda

Laboratoire d'Economie Sociale et Solidaire et Développement local (ESSDL)

Date de soumission : 21/05/2025

Date d'acceptation : 04/07/2025

Pour citer cet article :

HAMDI. K (2025) « **La pression fiscale au Maroc : état des lieux et impact sur le PIB** », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 9 : numéro 2 » pp : 288- 318.

Résumé

La pression fiscale, définie comme le rapport entre les recettes fiscales et le produit intérieur brut (PIB), constitue un indicateur fondamental de la capacité de l'État à mobiliser des ressources pour financer les politiques publiques. Elle reflète également la structure et l'efficacité du système fiscal en place. Cet article a pour objectif de dresser un état des lieux de la pression fiscale au Maroc, d'en analyser les principaux déterminants, et d'en évaluer les effets sur la dynamique de la croissance économique. En mobilisant une double approche théorique, à travers les modèles de croissance endogène, et empirique, à partir de données macroéconomiques couvrant la période 2007–2024, l'étude met en évidence que la pression fiscale au Maroc demeure relativement élevée en comparaison avec des pays à structure économique similaire. Le système fiscal marocain se caractérise par une prédominance de la fiscalité indirecte, ce qui soulève des interrogations sur l'équité du prélèvement. Les résultats de l'analyse empirique révèlent une relation non linéaire entre pression fiscale et croissance du PIB, indiquant qu'au-delà d'un certain seuil, la fiscalité peut devenir contre-productive, en freinant l'investissement et l'initiative privée. L'article souligne ainsi l'urgence de réformes pour rendre le système fiscal plus équitable et favorable à une croissance durable.

Mots clés : Pression fiscale, Croissance économique, fiscale, Réforme, Investissement privé.

Abstract

Tax pressure, defined as the ratio of tax revenues to gross domestic product (GDP), is a key indicator of a state's ability to mobilize resources to finance public policies. It also reflects the structure and effectiveness of the existing tax system. This article aims to provide an overview of tax pressure in Morocco, analyze its main determinants, and assess its impact on economic growth. By combining a theoretical approach drawing on endogenous growth models with an empirical study based on macroeconomic data covering the period 2007–2024, the analysis shows that Morocco's tax burden remains relatively high compared to countries with similar economic structures. The Moroccan tax system is marked by a dominance of indirect taxation, raising concerns about the fairness of the system. Empirical results reveal a non-linear relationship between tax pressure and GDP growth, indicating that beyond a certain threshold, taxation may become counterproductive by discouraging private investment and economic activity. The article concludes by emphasizing the urgent need for structural reforms to enhance tax equity and create a more growth-friendly fiscal environment that supports sustainable development.

Keywords: Tax pressure, Economic growth, Fiscal, reforms, Private investment.

Introduction

La fiscalité marocaine joue un rôle clé dans le financement des services publics et la réglementation de l'économie. Les impôts pour les particuliers, ainsi que les taxes sur les sociétés et la valeur ajoutée, influencent le climat macro-économique et le comportement des agents économiques. La pression fiscale est un sujet complexe, important pour comprendre l'économie marocaine. Le gouvernement a mis en place des réformes fiscales pour moderniser le système. Cet article examine la pression fiscale en relation avec le PIB et cherche à comprendre son impact sur la croissance économique. Il est important de s'interroger sur les interactions entre pression fiscale et performance économique :

Quel est l'état actuel de la pression fiscale au Maroc, et quel est son impact sur la croissance économique, notamment sur le PIB ?

Cette problématique aborde l'efficacité du système fiscal au Maroc, son impact sur l'économie et la pression fiscale. L'article propose d'analyser son évolution, ses effets sur le PIB et des solutions pour un meilleur équilibre. Deux questions doivent être posées.

1. Quel est le niveau actuel de la pression fiscale au Maroc et comment a-t-il évolué depuis (2007-2024)
2. Quels sont les principaux canaux par lesquels la pression fiscale influence la croissance économique, notamment l'investissement, l'inflation et la consommation ?

Deux hypothèses ont été identifiées, pour les tester et rendre les résultats à savoir :

H1 : Une augmentation du produit intérieur brut (PIB) depuis (2007) serait associée à une diminution de la pression fiscale, en raison d'un élargissement de la base imposable et d'une meilleure efficacité des prélèvements fiscaux.

H2 : Une pression fiscale élevée pèserait négativement sur l'investissement privé et le pouvoir d'achat, limitant ainsi la contribution de ces deux composantes à la croissance du PIB.

Cette étude analyse la pression fiscale au Maroc et son impact sur le PIB sur la période 2007-2024, en mobilisant une approche quantitative basée sur des données macroéconomiques officielles.

Les données proviennent de sources nationales (Direction des Études et des Prévisions Financières, Haut-Commissariat au Plan) et internationales (FMI, Banque mondiale), incluant les prélèvements obligatoires, le PIB ainsi que d'autres variables macroéconomiques pertinentes.

Un état des lieux est établi à travers des indicateurs clés pour mesurer l'évolution de la pression fiscale au Maroc entre 2007 et 2024, avec des comparaisons temporelles et sectorielles.

Un modèle de régression est estimé afin de mesurer l'impact de la pression fiscale sur la croissance du PIB, en intégrant des variables de contrôle comme l'investissement, la consommation et les dépenses publiques.

Les résultats sont soumis à des tests statistiques pour garantir leur robustesse. L'interprétation permet d'identifier les effets de la fiscalité sur la croissance économique et de formuler des recommandations adaptées.

L'article s'articule en plusieurs parties principales. Après une introduction qui présente l'importance de la pression fiscale dans le financement de l'État et son impact potentiel sur l'économie marocaine, ainsi que les objectifs et la méthodologie de l'étude, la première partie établit un état des lieux de la pression fiscale au Maroc entre 2007 et 2024. Cette section définit la notion de pression fiscale, analyse son évolution quantitative sur la période, et propose une comparaison avec d'autres pays de la région afin de situer le contexte marocain. La deuxième partie se concentre sur l'impact de la pression fiscale sur la croissance économique. Elle explique les mécanismes économiques par lesquels la fiscalité peut influencer le PIB, puis présente la modélisation économétrique utilisée pour mesurer cet impact. Les résultats obtenus sont analysés et discutés pour comprendre la nature et l'ampleur de l'effet fiscal sur la dynamique économique du pays.

La conclusion synthétise les principaux résultats, souligne les implications pour les décideurs politiques, et ouvre la voie à de futures recherches dans ce domaine.

1. Revue de littérature sur la pression fiscale et PIB

La pression fiscale et son impact sur la croissance économique sont des sujets importants pour les économistes. Cette revue examine la relation complexe entre l'impôt, le produit intérieur brut (PIB) et la performance économique, en mentionnant plusieurs études. D'un côté, une pression fiscale élevée peut augmenter l'investissement public et, par conséquent, le PIB. De l'autre, une hausse des impôts peut décourager la consommation privée. La redistribution des recettes fiscales est aussi essentielle pour soutenir la croissance en instaurant la stabilité sociale et en favorisant l'investissement dans le capital humain. (Martinez-Vazquez & Bird, 2018).

Cette revue de littérature explorera les différentes perspectives sur la pression fiscale et le PIB. Elle clarifiera les relations complexes entre ces deux variables en analysant des études et des modèles économiques. (Alesina & Perotti, 1997 ; Martinez-Vazquez & Bird, 2018). Les conclusions utiliseront diverses approches fiscales en tenant compte des différences de chaque pays pour mieux comprendre les enjeux fiscaux (Bird, R. M., & Martinez-Vazquez, J. (2008).

2. Contexte historique de la pression fiscale

L'évolution de la pression fiscale est liée au développement économique et social des nations. Historiquement, la fiscalité a été un moyen clé pour financer les dépenses publiques. Dans l'Antiquité, les taxes servaient à soutenir l'armée et des projets d'infrastructure (Scheidel, 2007). Au fil des siècles, les États modernes ont développé des systèmes fiscaux complexes pour obtenir des revenus stables. Les impôts sur le revenu, apparus au XIXe siècle, ont changé la pression fiscale. Les critiques de la fiscalité ont émergé, notamment lors des révolutions française et américaine, réclamant "pas de taxation sans représentation" (Tilly, 1990).

Le XXe siècle a vu la fiscalité devenir essentielle pour les politiques économiques (1920-1930), impactant le PIB et les inégalités. Les guerres mondiales ont nécessité des financements, entraînant une augmentation des impôts et des barèmes progressifs. Cette tendance a continué au XXIe siècle, avec des débats sur l'équilibre entre pression fiscale et croissance économique, reflétant des luttes sociales et des réformes politiques.

2.1 Concepts clés liés à la pression fiscale

La fiscalité constitue un levier fondamental de la politique économique, influençant à la fois les comportements des agents économiques et la dynamique de croissance du PIB. Elle englobe l'ensemble des impôts, taxes et contributions versés par les ménages et les entreprises en proportion du produit intérieur brut, tout en tenant compte des déductions et crédits d'impôt qui déterminent la charge fiscale nette. Selon l'OCDE (2022), cet indicateur permet d'évaluer non seulement la capacité de l'État à mobiliser des ressources, mais aussi l'équité de la répartition de l'effort fiscal. La comparaison internationale des niveaux de pression fiscale constitue une méthode courante pour apprécier les choix de politique fiscale et leurs effets sur la soutenabilité budgétaire et la performance économique. Comme le rappellent Slemrod et Bakija (2017), une fiscalité excessive peut dissuader l'investissement et freiner la croissance, tandis qu'une pression trop faible peut compromettre la qualité des services

publics. Dans une étude récente publiée dans *Journal of Economic Policy Reform*, Aghion et al. (2023) soulignent l'importance d'une architecture fiscale équilibrée qui soutient l'innovation tout en assurant un financement adéquat de l'action publique (Mohamed, K., Bouzahzah, M., & Erguigue, O. (2020) . Cela confirme l'intérêt d'explorer en profondeur le lien entre fiscalité, équité et croissance durable.

2.2 Définition de la pression fiscale

La pression fiscale est la part des revenus de l'État provenant des impôts par rapport aux revenus totaux d'une économie. Elle montre la charge fiscale pour les individus et les entreprises et reflète l'intervention de l'État dans l'économie (OECD, 2022). L'analyse de la pression fiscale repose sur des instruments de mesure tels que le taux de prélèvements obligatoires, englobant les impôts directs, les impôts indirects, les cotisations sociales, ainsi que d'autres formes de prélèvements spécifiques. La composition et l'intensité de ces prélèvements varient en fonction des choix politiques, de la structure économique et du niveau de développement institutionnel de chaque pays (Bird & Zolt, 2005). La pression fiscale influence de manière significative les comportements économiques des agents, notamment en ce qui concerne l'offre de travail et les décisions d'investissement. Elle joue également un rôle déterminant dans la répartition des ressources au sein de la société, en affectant la distribution des revenus et les incitations économiques. Selon le niveau et la structure des prélèvements, elle peut encourager ou au contraire freiner l'investissement productif, l'offre de travail et la prise de risque entrepreneuriale (Benkejjane, N., Mhatchan, S., Oudgou, M., & Boudhar, A. (2024).

Il est important de trouver un équilibre entre pression fiscale suffisante et insuffisante pour soutenir l'économie et le bien-être social. (Slemrod et Bakija, 2017). Le fardeau fiscal affecte le comportement économique. Des taxes élevées peuvent freiner le travail et les investissements, tandis que des taxes trop faibles peuvent limiter les fonds pour les infrastructures. Trouver un équilibre entre efficacité et équité fiscale est crucial. (Atkinson & Stiglitz, 2015).

2.3 Mesure de la pression fiscale

La mesure de la pression fiscale est essentielle pour comprendre l'impact des prélèvements sur l'économie. Elle aide à évaluer les recettes de l'État et leur rôle dans les services publics. (Stotsky & Wolde Mariam, 2002). L'indicateur principal pour mesurer la pression fiscale est le taux de prélèvements obligatoires. Ce ratio compare les impôts et cotisations au PIB.

(OECD, 2022). Cette mesure agrégée a des limites, car elle ne considère pas la composition des recettes fiscales ni les effets redistributifs des prélèvements. D'autres indicateurs peuvent être nécessaires pour une évaluation précise. (Eurostat, 2023). La mesure de la pression fiscale doit considérer la charge, la répartition, l'efficacité et l'acceptabilité.

3. Le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure la valeur des biens et services produits dans un pays sur une période, souvent une année, et évalue sa performance économique (Blanchard & Johnson, 2017). Le PIB, au-delà de sa mesure quantitative, donne une indication sur le niveau de vie des citoyens et est essentiel pour les analyses économiques et les décisions politiques. Cependant, sa croissance ne garantit pas une répartition juste des richesses ni une durabilité (Mankiw, 2020). Il existe trois principales méthodes de calcul du PIB :

- **La méthode de la production**, qui additionne les valeurs ajoutées brutes générées par les secteurs économiques ;
- **La méthode des dépenses**, qui totalise les composantes de la demande globale (consommation, investissement, dépenses publiques, exportations nettes) ;
- **La méthode des revenus**, qui cumule les rémunérations des facteurs de production (salaires, bénéfices, impôts sur la production, etc.), après ajustement des subventions.

Chaque approche fournit une vision sur les dynamiques économiques, aidant à comprendre la croissance et les déséquilibres. L'étude du PIB est essentielle pour l'analyse fiscale. Une pression fiscale élevée peut freiner la croissance, tandis qu'une fiscalité juste peut favoriser le bien-être collectif (Stiglitz & Rosengard, 2015). Le PIB s'impose donc comme un indicateur transversal qui lie étroitement activité économique, politique fiscale et bien-être collectif (Tkáčová, A., Csabay, M., & Hitka, M. (2022).

3.1 Pression fiscale et PIB dans le Contexte Marocain

Au Maroc, la pression fiscale, définie comme le rapport entre les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et le produit intérieur brut (PIB), est un indicateur clé pour évaluer la capacité de l'État à financer ses politiques publiques tout en influençant la dynamique économique nationale. Dans ce contexte, le Maroc s'est engagé dans des réformes fiscales visant à améliorer l'équité et l'efficacité du système fiscal, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale et la rationalisation des exonérations. Ces réformes s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à renforcer les ressources internes pour financer les besoins croissants en infrastructures, services publics et protection sociale,

essentiels pour soutenir un développement économique inclusif. Aboumoudrik, N., & Fasly, H. (2024).

En 2024, le Maroc a enregistré des recettes fiscales record, atteignant 299 milliards de dirhams (environ 28,8 milliards d'euros), en hausse de 14,3 % par rapport à l'année précédente. Cette performance dépasse les prévisions de la Loi de Finances 2024, avec un taux de réalisation de 110,8 %. Cette augmentation est attribuée à la progression de l'impôt sur le revenu (+9,5 MMDH), de l'impôt sur les sociétés (+8,4 MMDH), de la TVA intérieure (+6,1 MMDH), de la TVA à l'importation (+6,3 MMDH), de la taxe intérieure de consommation (+3,7 MMDH), des droits de douane (+1,4 MMDH) et des droits d'enregistrement et de timbre (+1,5 MMDH). Le PIB du Maroc en 2024 est estimé à environ 1463 milliards de dirhams (146,3Mrd de dollar américain environ). Ainsi, les recettes fiscales représentent environ 20,23 % du PIB, un niveau inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (33,8% du PIB), mais supérieur à la moyenne des pays africains. Cette performance s'inscrit dans un contexte de réformes fiscales visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer la conformité, notamment à travers la numérisation des services fiscaux et la lutte contre l'économie informelle. Le gouvernement marocain prévoit de poursuivre ces efforts pour renforcer la mobilisation des ressources internes et soutenir le financement des investissements publics et des services essentiels. L'étude de la relation entre pression fiscale et PIB dans le contexte marocain s'avère ainsi essentielle pour mieux comprendre les enjeux liés à la mobilisation des ressources publiques, la croissance économique et la réduction des inégalités. Cette analyse contribuera à éclairer les politiques fiscales susceptibles d'accompagner durablement le développement économique du pays (OECD. (2024).

3.2 Relation entre pression fiscale et PIB

La relation entre la pression fiscale et le PIB est de plus en plus débattue. Une pression fiscale plus élevée peut fournir des ressources pour l'État, permettant d'accroître les investissements dans l'infrastructure, la santé et l'éducation, ce qui stimule la productivité et le PIB. (OECD, 2021). Il est important de trouver un équilibre dans la pression fiscale, car une trop grande pression peut décourager les investissements et diminuer la consommation des ménages (Barro, 1990). Des études montrent qu'une pression fiscale modérée aide à la croissance économique, tandis qu'une taxation élevée peut nuire aux incitations économiques (Arnold et al., 2011). Par exemple, les pays nordiques, malgré une forte pression fiscale, réussissent à allier qualité de vie élevée et croissance grâce à des systèmes de redistribution

efficaces (Andersen, 2015). En revanche, les pays avec une pression fiscale faible ont parfois du mal à financer des services publics, ce qui peut freiner leur développement. Cette relation entre pression fiscale et PIB dépend des contextes nationaux et mérite une étude approfondie pour trouver les meilleures politiques fiscales. (IMF, 2022). Ces relations changent avec les politiques économiques, les contextes sociaux et la mondialisation. Les chercheurs examinent les liens entre pression fiscale et PIB pour aider les décideurs politiques. (Piketty, 2019).

3.3 Impact de la pression fiscale sur le PIB

L'impact de la pression fiscale sur le PIB est important pour comprendre comment les impôts affectent la croissance économique. La pression fiscale désigne toutes les taxes et contributions de l'État. (OECD, 2021). Lorsque la pression fiscale augmente, cela peut influencer le comportement économique et affecter le PIB. Une forte pression fiscale peut décourager les investissements et réduire les initiatives des entreprises, entraînant stagnation ou contraction. (Barro, 1990 ; Lee & Gordon, 2005). Cela peut aussi augmenter le chômage. À l'inverse, une pression fiscale modérée peut encourager les investissements, permettant aux entreprises de réinvestir et favorisant la croissance économique. (Arnold et al., 2011). Il est important de comprendre le rôle des dépenses publiques financées par les impôts. Une pression fiscale peut financer des services publics de qualité comme l'éducation et la santé, qui peuvent améliorer le PIB à long terme (Tanzi & Zee, 1997). Une bonne éducation augmente le capital humain, ce qui favorise la productivité et la croissance. L'analyse des effets de la pression fiscale sur le PIB doit considérer les taux d'imposition et l'utilisation des ressources fiscales. (Piketty, 2019).

4. Études empiriques sur la relation

Cette étude utilise une méthode mixte, combinant une analyse des relations entre fiscalité et croissance économique et une étude empirique avec un modèle économétrique. Elle présente d'abord les variables nécessaires pour le modèle, se concentrant sur les canaux d'investissement, de consommation et de financement public. L'objectif est d'évaluer l'impact de la pression fiscale sur la croissance du PIB au Maroc. Ensuite, une analyse économétrique teste ces hypothèses avec des données de 2007 à 2024, utilisant un modèle de régression linéaire et des variables comme le taux d'investissement et l'inflation. Des tests de diagnostic sont également réalisés. Enfin, une relation à long terme entre la pression fiscale et le PIB est explorée à travers des tests de cointégration. Les résultats fournissent des éléments empiriques

sur les effets de la politique fiscale marocaine (Benkejjane, N., Mhatchan, S., Oudgou, M., & Boudhar, A. (2024).

4.1 Présentation des variables indépendantes et dépendantes

4.1.1 Variable dépendante (endogène) : PIB

Produit Intérieur Brut (PIB) représente la croissance économique ou le niveau de production économique d'un pays. C'est la variable à expliquer, car on cherche à savoir comment elle est influencée par d'autres facteurs, notamment la pression fiscale.

4.1.2 Variable indépendante (exogène) : Pression fiscale et autres variables

Mesurée en général par le **rapport entre les prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales, etc.) et le PIB**. C'est la variable explicative principale, car on suppose qu'elle **influence le PIB**. Pour le calcul de la pression, on se réfère aux recettes fiscales (2007-2024) suivant la formule :

$$\text{Pression fiscale} = (\text{Recettes fiscales totales} / \text{PIB}) \times 100$$

Dans le cadre de l'analyse des déterminants du **Produit Intérieur Brut (PIB)**, la **pression fiscale** constitue une variable clé. Elle reflète la charge fiscale globale supportée par l'économie, généralement mesurée par le ratio entre les recettes fiscales et le PIB. Cette pression peut influencer l'activité économique de diverses manières, notamment à travers ses effets sur l'investissement, la consommation ou encore la compétitivité externe. Pour mieux comprendre cette relation, il est pertinent d'introduire d'autres variables macroéconomiques ayant un impact potentiel sur le PIB et susceptibles d'interagir avec la pression fiscale.

4.2 Pression fiscale

La pression fiscale correspond à l'ensemble des prélèvements obligatoires effectués par l'État sur les contribuables, que ce soit sous forme d'impôts directs (comme l'impôt sur le revenu) ou indirects (comme la TVA). Elle représente le pourcentage des revenus d'un individu ou d'une entreprise qui est prélevé par l'État pour financer ses dépenses publiques, telles que les services publics, la sécurité sociale et les investissements. Ainsi, la pression fiscale peut varier d'un pays à l'autre en fonction de la politique fiscale mise en place par les autorités. Dans ce sens nous présentons les données cas du Maroc pour la période (2007-2024).

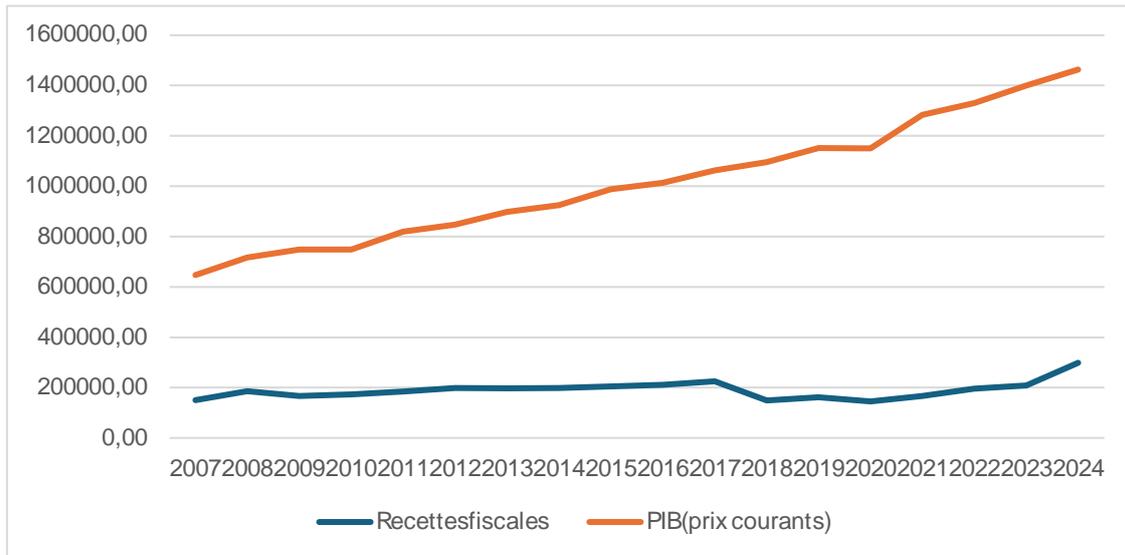
Tableau N° 1 : Évolution des recettes fiscales, du PIB et de la pression fiscale au Maroc (2007–2024)

| ANNEE | Recettes | PIB (prix courants) | Variation du PIB en | Pression fiscale en |
|-------|----------|---------------------|---------------------|---------------------|
|-------|----------|---------------------|---------------------|---------------------|

| | fiscales | | % | % |
|------|-----------|------------|-------|-------|
| 2007 | 150123,00 | 647530,00 | 7,25 | 23,2 |
| 2008 | 185651,00 | 716959,00 | 10,72 | 25,9 |
| 2009 | 167377,00 | 748483,00 | 4,4 | 22,4 |
| 2010 | 173563,00 | 748624,00 | 4,83 | 22,1 |
| 2011 | 184982,00 | 820077,00 | 4,52 | 22,6 |
| 2012 | 198504,00 | 847881,00 | 3,39 | 23,4 |
| 2013 | 196765,00 | 897923,00 | 5,9 | 21,9 |
| 2014 | 198186,00 | 925376,00 | 3,06 | 21,4 |
| 2015 | 204645,00 | 987950,00 | 6,76 | 20,7 |
| 2016 | 211607,00 | 1013559,00 | 2,59 | 20,9 |
| 2017 | 224914,00 | 1063297,00 | 4,91 | 21,2 |
| 2018 | 149799,00 | 1096000,00 | 3,1 | 13,7 |
| 2019 | 162324,00 | 1151000,00 | 2,9 | 14,1 |
| 2020 | 144815,00 | 1150000,00 | -7,2 | 12,6 |
| 2021 | 166950,00 | 1284000,00 | 8 | 13 |
| 2022 | 196000,00 | 1330000,00 | 1,3 | 14,7 |
| 2023 | 209000,00 | 1400000,00 | 3,4 | 14,9 |
| 2024 | 299000,00 | 1463000,00 | 3,5 | 20,43 |

Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF

Figure N° 1 : évolution des recettes fiscales et PIB au Maroc (2007-2024)



Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF (2007-2024)

Le graphique montre une évolution globalement **positive et parallèle** du **PIB en prix courants** et des **recettes fiscales** entre 2007 et 2024, avec cependant des **décalages significatifs** à certains moments :

- **2007-2017** : Les deux courbes progressent de manière régulière, ce qui suggère une croissance économique accompagnée d'une hausse des recettes fiscales. Cela reflète un système fiscal relativement stable, en phase avec l'évolution du PIB.
- **2018-2020** : Un **décrochage net des recettes fiscales** est visible, alors que le PIB continue d'augmenter légèrement. Cette divergence peut s'expliquer par un ralentissement de l'activité fiscale réelle, une baisse de la pression fiscale, ou encore par les effets de la crise sanitaire.
- **2021-2024** : La courbe des recettes fiscales repart à la hausse de façon marquée, avec une **hausse spectaculaire en 2024**. Tandis que le PIB poursuit son rythme de croissance modéré, la progression des recettes fiscales en 2024 suggère une mesure exceptionnelle : réforme fiscale, élargissement de l'assiette ou amélioration substantielle du recouvrement.

Figure N° 2 évolution de la pression fiscale au Maroc (2007-2024)



Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF(2007-2024)

La courbe montre une **tendance générale à la baisse** de la pression fiscale au cours de la période, avec trois grandes phases :

1. **Stabilité relative (2007-2017)** : La pression fiscale oscille entre **21 % et 26 % du PIB**, traduisant une politique fiscale globalement constante, avec un effort de collecte proportionné à la croissance économique.
2. **Chute brutale (2018-2020)** : À partir de 2018, on observe un effondrement net de la pression fiscale, atteignant un **creux historique autour de 13 % en 2020**. Cela reflète probablement les conséquences économiques de la crise du COVID-19, ainsi que d'éventuelles mesures de relance ou exonérations fiscales.
3. **Redressement progressif (2021-2024)** : Dès 2021, la pression fiscale remonte lentement, avant de **rebondir fortement en 2024** pour retrouver un niveau autour de **20 %**, signe d'un rétablissement des mécanismes fiscaux et d'une probable réforme structurelle.

4.3 Indice des Prix à la Consommation (IPC)

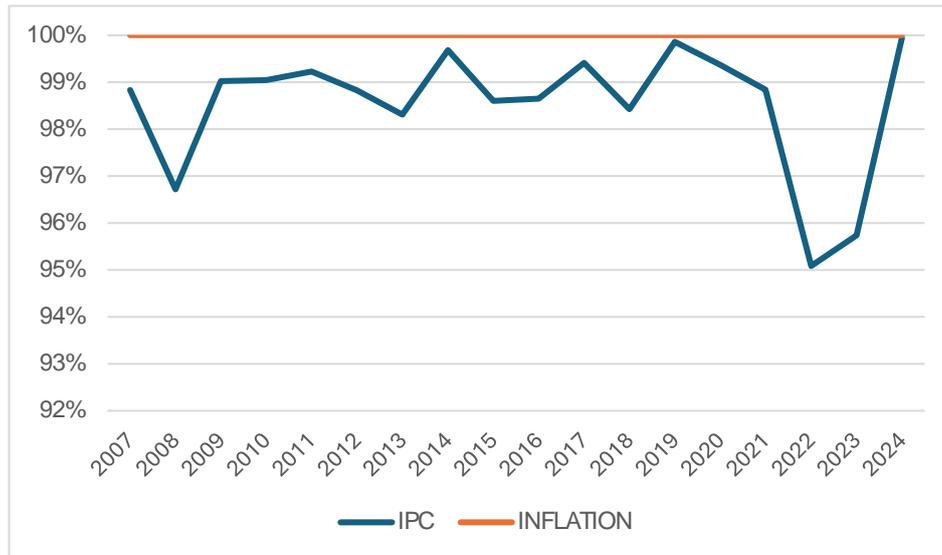
L'IPC, en tant que mesure de l'**inflation**, influence directement le pouvoir d'achat des ménages et la rentabilité des entreprises. Une inflation modérée peut accompagner la croissance, mais une inflation élevée ou instable peut freiner la consommation et décourager l'investissement. De plus, l'inflation affecte la **valeur réelle des recettes fiscales**, ce qui modifie indirectement la pression fiscale apparente et ses effets sur l'activité économique. Voici une illustration sous forme de tableau et graphique des données pour la période (2007-2024) avec 2006 comme base de 100.

Tableau N° 2 : Évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et du taux d'inflation au Maroc (2007-2024)

| ANNEE | IPC | INFLATION |
|-------|--------|-----------|
| 2007 | 101,2 | 1,20 |
| 2008 | 104,8 | 3,56 |
| 2009 | 105,9 | 1,05 |
| 2010 | 107 | 1,04 |
| 2011 | 107,9 | 0,84 |
| 2012 | 109,3 | 1,30 |
| 2013 | 111,4 | 1,92 |
| 2014 | 111,8 | 0,36 |
| 2015 | 113,6 | 1,61 |
| 2016 | 115,4 | 1,58 |
| 2017 | 116,2 | 0,69 |
| 2018 | 118,4 | 1,89 |
| 2019 | 118,6 | 0,17 |
| 2020 | 119,5 | 0,76 |
| 2021 | 121,2 | 1,42 |
| 2022 | 129,3 | 6,68 |
| 2023 | 137,2 | 6,11 |
| 2024 | 149,33 | 0,09 |

Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF (2007-2024)

Figure N° 3 : évolution IPC et Inflation au Maroc pour la période de (2007-2024)



Source : établi par l’auteur selon des rapports activités de MEF (2007-2024)

Le graphique indique que l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 101,2 à 149,33 de 2007 à 2024, montrant une hausse des prix. Entre 2007 et 2019, l'inflation était modérée, autour de 1,4 %. Cependant, en 2022 et 2023, l'inflation a fortement augmenté à 6,68 % et 6,11 %, en raison de la crise post-COVID et des tensions internationales. En 2024, l'inflation chute à 0,09 %, suggérant un apaisement des tensions, possiblement grâce à une politique monétaire stricte ou une normalisation des prix.

4.4 Taux d’ouverture économique (TOE)

Le taux d’ouverture de l’économie influence le PIB par les exportations nettes. Une économie ouverte améliore la taille de marché et l’allocation des ressources. La fiscalité peut affecter la compétitivité, nécessitant une étude conjointe de ces facteurs.

Tableau N° 3 : Évolution du taux d’ouverture économique (TOE) du Maroc en pourcentage du PIB (2007–2024)

| ANNEE | TOE % PIB) | PIB (prix courants) en MMdh | MT TOE en MM dh |
|-------|------------|--------------------------------|-----------------|
| 2007 | 71,35 | 647530 | 462012,66 |
| 2008 | 77,83 | 716959 | 558037,87 |

| | | | |
|------|--------|---------|------------|
| 2009 | 62,37 | 748483 | 466836,33 |
| 2010 | 69,54 | 748624 | 520608,10 |
| 2011 | 76,83 | 820077 | 630032,36 |
| 2012 | 78,22 | 847881 | 663229,48 |
| 2013 | 73,86 | 897923 | 663187,97 |
| 2014 | 71,89 | 925376 | 665289,82 |
| 2015 | 67,29 | 987950 | 664781,68 |
| 2016 | 71,12 | 1013559 | 720873,57 |
| 2017 | 74,17 | 1063297 | 788679,28 |
| 2018 | 77,26 | 1096000 | 846714,80 |
| 2019 | 76,00 | 1151000 | 874736,98 |
| 2020 | 68,84 | 1150000 | 791706,00 |
| 2021 | 75,52 | 1284000 | 969715,32 |
| 2022 | 101,13 | 1330000 | 1345055,60 |
| 2023 | 93,79 | 1400000 | 1313074,00 |
| 2024 | 77,70 | 1463000 | 1136751,00 |

Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF(2007-2024)

Figure N° 4 : Taux d'ouverture économique du Maroc en pourcentage du PIB (2007–2024)



Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF(2007-2024)

L'analyse du taux d'ouverture d'économie (TOE en % du PIB) de 2007 à 2024 montre des variations importantes, avec des hausses et baisses causées par des changements économiques mondiaux et des décisions politiques. L'économie reste instable, dépendant du commerce extérieur et vulnérable aux crises, comme en 2009 et 2020. En 2022, le TOE a atteint 101,13 % grâce à une reprise, mais a redescendu à 77,70 % en 2024. Pour améliorer cela, il est essentiel de diversifier les échanges et de renforcer la production locale.

4.5 Investissement (Formation Brute de Capital – FBC)

L'investissement productif est un moteur direct de la croissance économique. Il augmente les capacités de production et favorise l'innovation. Toutefois, une pression fiscale excessive (notamment sur les bénéficiaires ou le capital) peut **dissuader l'investissement privé**. En intégrant l'investissement dans le modèle, on peut mesurer dans quelle mesure la fiscalité modère ou amplifie son effet sur le PIB.

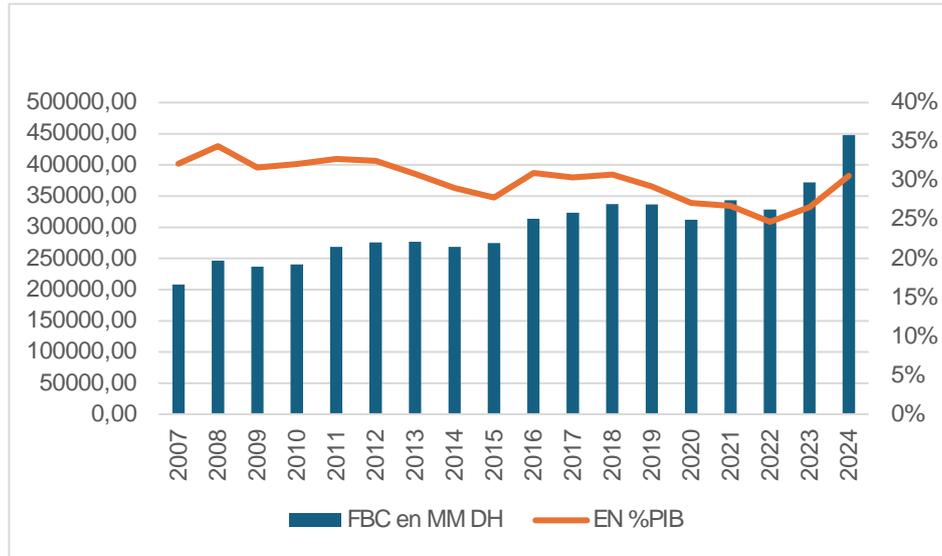
Tableau N° 4 : Évolution de la Formation Brute de Capital (FBC) au Maroc en pourcentage du PIB (2007–2024)

| ANNEE | FBC en MM DH | EN % PIB |
|-------|--------------|----------|
| 2007 | 208207,54 | 32% |
| 2008 | 246746,65 | 34% |

| | | |
|------|-----------|-----|
| 2009 | 236982,06 | 32% |
| 2010 | 240531,48 | 32% |
| 2011 | 268761,03 | 33% |
| 2012 | 275799,16 | 33% |
| 2013 | 276972,84 | 31% |
| 2014 | 268738,83 | 29% |
| 2015 | 274783,87 | 28% |
| 2016 | 313854,77 | 31% |
| 2017 | 323247,07 | 30% |
| 2018 | 337016,58 | 31% |
| 2019 | 336546,37 | 29% |
| 2020 | 311893,09 | 27% |
| 2021 | 343479,90 | 27% |
| 2022 | 328367,11 | 25% |
| 2023 | 371971,21 | 27% |
| 2024 | 447678,00 | 31% |

Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF(2007-2024)

Figure N° 5 : Évolution de la Formation Brute de Capital (FBC) au Maroc en pourcentage du PIB (2007–2024)



Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF(2007-2024)

L'analyse de la Formation Brute de Capital (FBC) entre 2007 et 2024 montre des tendances importantes en valeur absolue et en pourcentage du PIB. La FBC a augmenté de 208 207 millions de dirhams en 2007 à 447 678 millions en 2024, indiquant un effort constant d'investissement. Cependant, en proportion du PIB, la FBC a diminué, passant de 34 % en 2008 à 25 % en 2022, ce qui montre une baisse relative de l'investissement dans certaines années. La crise du COVID-19 en 2020 a causé un recul. À partir de 2023, la FBC et le ratio FBC/PIB se redressent.

4.6 Dépenses publiques

Les dépenses publiques peuvent stimuler l'activité économique, surtout lorsqu'elles sont orientées vers les infrastructures, la santé ou l'éducation. Elles peuvent également compenser les effets restrictifs d'une fiscalité élevée. En d'autres termes, une **forte pression fiscale peut être moins néfaste pour la croissance si elle s'accompagne de dépenses publiques efficaces**. Il est donc pertinent d'inclure cette variable dans un modèle économétrique pour isoler les effets nets de la fiscalité sur la croissance.

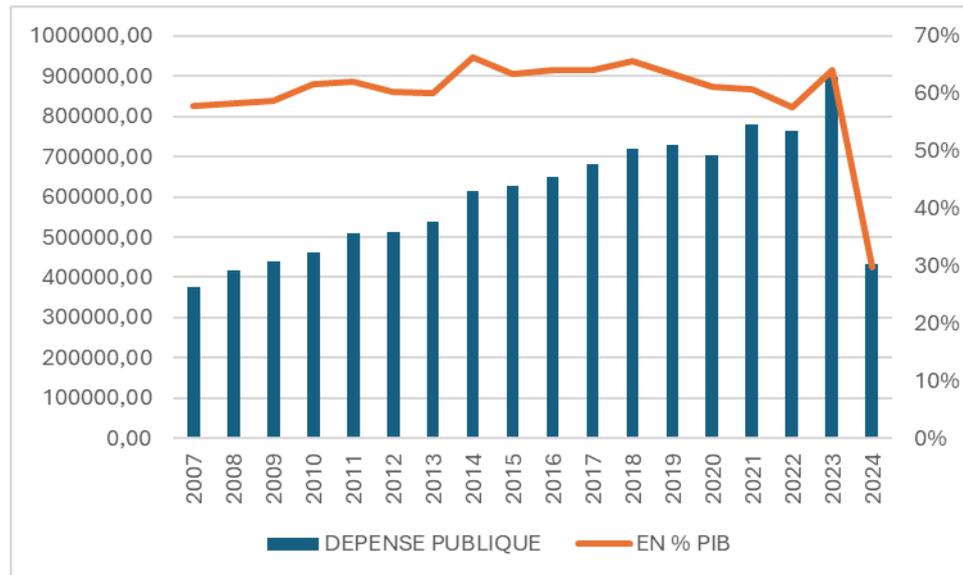
Tableau N° 5 : Évolution des dépenses publiques du Maroc en pourcentage du PIB (2007–2024)

| ANNEE | DEPENSE PUBLIQUE | EN % PIB |
|-------|------------------|----------|
| 2007 | 375188,75 | 58% |

| | | |
|------|-----------|-----|
| 2008 | 418197,46 | 58% |
| 2009 | 438775,55 | 59% |
| 2010 | 461031,35 | 62% |
| 2011 | 508155,37 | 62% |
| 2012 | 511112,06 | 60% |
| 2013 | 539073,08 | 60% |
| 2014 | 614235,78 | 66% |
| 2015 | 626297,41 | 63% |
| 2016 | 649227,49 | 64% |
| 2017 | 681529,14 | 64% |
| 2018 | 719344,41 | 66% |
| 2019 | 730676,31 | 63% |
| 2020 | 702542,43 | 61% |
| 2021 | 778749,12 | 61% |
| 2022 | 765034,44 | 58% |
| 2023 | 897958,58 | 64% |
| 2024 | 434400,00 | 30% |

Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF(2007-2024)

Figure N° 6 : Évolution des dépenses publiques du Maroc en pourcentage du PIB (2007–2024)



Source : établi par l'auteur selon des rapports activités de MEF(2007-2024)

Entre 2007 et 2023, les dépenses publiques ont augmenté, passant de 375 milliards de dirhams à près de 898 milliards. Cette hausse est liée au rôle grandissant de l'État dans les infrastructures et services sociaux, surtout pendant des crises comme celle du COVID-19. En pourcentage du PIB, les dépenses sont restées autour de 60 à 66 %, avec des pics en 2010-2011 et 2018. Toutefois, en 2024, les dépenses chutent à 434 milliards de dirhams, soit 30 % du PIB, ce qui pourrait indiquer un ajustement fiscal ou une révision des méthodes de calcul.

5. Analyse Économétrique

Après avoir présenté les principales variables macroéconomiques susceptibles d'influencer la croissance économique, il devient indispensable de tester empiriquement la relation entre le Produit Intérieur Brut (PIB) et un ensemble de facteurs structurels et politiques. Parmi ces facteurs figurent : le taux d'ouverture économique (**TOE**), la formation brute de capital (**FBC**), les dépenses publiques (**DPUB**), ainsi que la **pression fiscale (PF)**. L'objectif de cette analyse est **d'évaluer** l'effet combiné de ces variables sur la croissance du PIB à travers un modèle économétrique estimé sur la période 2007–2024. Cette démarche vise à déterminer si ces déterminants exercent une influence significative sur le niveau de production nationale, et dans quelle direction. En particulier, l'introduction de la **pression fiscale** dans le modèle permet d'analyser si le poids des prélèvements obligatoires dans l'économie agit comme un frein ou un levier à la croissance. Selon la théorie économique, un excès de pression fiscale peut décourager l'investissement et la consommation, tandis qu'un niveau modéré et bien utilisé peut contribuer au financement de services publics favorables à l'activité économique.

Ainsi, l'analyse économétrique proposée permet de valider ou d'infirmer les hypothèses théoriques à l'aide de données concrètes, et d'identifier les politiques économiques les plus efficaces en matière de croissance

5.1 Test selon la méthode des Moindres carrés ordinaires(MCO)

5.1.1 Spécification du modèle (MCO)

Le modèle suivant est estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), avec correction des erreurs-types selon Newey-West (HAC), sur la période 2007–2024 :

$$PIB_t = 140\,085 - 16\,182,5 \times PREFISC_t + 3,016 \times FBC_t + 3\,767,69 \times TOE_t + \varepsilon_t$$

5.1.2 Résultats de l'estimation

Tableau N° 6 : Effets des variables PREFISC, FBC et TOE sur la variable dépendante (estimation robuste HAC)

| Variable | Coefficient | Éc. type HAC | t-stat. | p-value | Significativité |
|-----------|-------------|--------------|---------|----------|-----------------------|
| Constante | 140 085 | 155 233 | 0,90 | 0,382 | ns |
| PREFISC | -16 182,5 | 3 968 | -4,08 | 0,0011 | °°°très significatif |
| FBC | 3,016 | 0,106 | 28,34 | < 0,0001 | °°° très significatif |
| TOE | 3 767,69 | 1 576 | 2,39 | 0,0314 | °°significatif |

°°°p < 0,01 ; °° p < 0,05 ; ° p < 0,1 ; ns : non significatif

5.1.3 Interprétation économique

- PREFISC : un accroissement d'un point de la pression fiscale est associé à une baisse significative du PIB de 16 182 unités.
- FBC : l'investissement a un effet fortement positif et significatif sur le PIB. Une augmentation de 1 million d'unités en FBC augmente le PIB d'environ 3 millions.
- TOE : chaque unité supplémentaire de TOE contribue positivement à la croissance du PIB.

5.1.4 Qualité du modèle

- $R^2 = 0,955$: Le modèle explique 95,5 % de la variation du PIB.
- Durbin-Watson = 1,33 : présence faible d'autocorrélation, corrigée par l'usage des erreurs-types robustes HAC.
- Test F ($p < 0,0001$) : Le modèle est globalement significatif.

5.2 Test de Dickey-Fuller

5.2.1 Définition

Le **Test de Dickey-Fuller (ADF)** est un test statistique utilisé pour détecter la présence d'une racine unitaire dans une série temporelle, c'est-à-dire pour vérifier si la série est stationnaire ou non.

- **Hypothèse nulle (H0)** : La série possède une racine unitaire (non stationnaire).
- **Hypothèse alternative (H1)** : La série est stationnaire (pas de racine unitaire).

Le test consiste à estimer le coefficient $(a-1)$ dans la régression de la forme :

$$(1 - L)y_t = b_0 + b_1t + (a - 1)y_{t-1} + e_t$$

- L est l'opérateur de décalage (lag),
- b_0 est la constante,
- b_1t est une tendance temporelle (optionnelle),
- e_t est un terme d'erreur blanc.

5.2.2 Test de Dickey-Fuller appliqué à la série PIB

Le test utilise la statistique tau, qui suit une distribution spécifique sous H0

Voici le tableau récapitulatif de la régression du test de Dickey-Fuller sur le PIB (avec constante et tendance temporelle) ainsi que le paragraphe d'analyse.

Tableau 7: Résultats du test de Dickey-Fuller pour le PIB (2008-2024)

| Variable | Coefficient | Écart-type | Statistique t | p-value |
|-----------|-------------|------------|---------------|---------|
| Constante | 196 817 | 138 439 | 1,422 | 0,1770 |
| PIB_1 | -0,297746 | 0,247937 | -1,201 | 0,8770 |
| Temps (t) | 14 652,7 | 10 929,5 | 1,341 | 0,2014 |

5.2.3 Résultats globaux du test

- Taille de l'échantillon : 17 observations (2008-2024)
- Modèle estimé : $(1-L)y = b_0 + b_1t + (a-1)y_{t-1} + e_t$
- Estimation de $(a-1) = -0,297746$
- Statistique tau = -1,20089
- p-value associée à tau = 0,877 (non significative)
- Coefficient d'autocorrélation du 1er ordre des résidus : -0,276
- Critères d'information : AIC = 399,346 ; BIC = 401,846 ; HQC = 399,595

5.2.4 Analyse et interprétation

Le test de Dickey-Fuller réalisé sur la série du PIB, avec prise en compte d'une constante et d'une tendance temporelle, vise à vérifier la présence d'une racine unitaire, c'est-à-dire à déterminer si la série est stationnaire. L'estimation du paramètre (a-1) est négative (-0,2977), ce qui serait favorable à la stationnarité. Cependant, la statistique de test tau associée est de -1,20089 avec une p-value élevée de 0,877, bien au-dessus du seuil classique de 5 %. Cela signifie que nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle de racine unitaire : la série du PIB est donc considérée comme non stationnaire. Cette non-stationnarité implique que les caractéristiques statistiques du PIB (moyenne, variance) évoluent dans le temps, ce qui est cohérent avec une série économique présentant une tendance croissante. Le coefficient positif associé à la tendance temporelle (14 652,7) confirme cette dynamique haussière sur la période.

5.2.5 Test de Dickey-Fuller appliqué à la série PREFISC

Voici la **synthèse complète** du **test de Dickey-Fuller appliqué à la série PREFISC** (pression fiscale), sous forme de tableau suivi d'un **paragraphe d'analyse interprétative**.

Tableau 8: Résultats du test de Dickey-Fuller sur la variable PREFISC (2008–2024)

| Variable | Coefficient | Écart-type | Statistique t | p-value |
|-----------|-------------|------------|---------------|---------|
| Constante | 13,0856 | 9,01981 | 1,451 | 0,1689 |
| PREFISC_1 | -0,529658 | 0,329743 | -1,606 | 0,7468 |
| Temps (t) | -0,298879 | 0,283108 | -1,056 | 0,3090 |

Résultats globaux du test

- **Estimation de (a - 1) :** -0,529658
- **Statistique tau :** -1,60627
- **p-value :** 0,7468
- **Autocorrélation du 1er ordre des résidus :** 0,032
- **Taille de l'échantillon :** 17 observations (2008–2024)
- **Critères d'information :** AIC = 83,72 ; BIC = 86,22 ; HQC = 83,97

Interprétation

Le test de Dickey-Fuller appliqué à la série temporelle de la pression fiscale (PREFISC) vise à vérifier si cette série est stationnaire, c'est-à-dire si ses propriétés statistiques restent constantes dans le temps. L'hypothèse nulle postule la présence d'une **racine unitaire**, soit une série **non stationnaire**. Les résultats obtenus montrent une estimation de $(a-1) = -0,5297$ ($a - 1 = -0,5297$), ce qui pourrait suggérer une certaine tendance à la stationnarité. Toutefois, la statistique de test tau de $-1,60627$ reste très éloignée des seuils critiques standards. La **p-value très élevée (0,7468)** indique clairement que **l'hypothèse nulle ne peut pas être rejetée**. Autrement dit, même si la tendance de PREFISC semble légèrement décroissante sur la période (confirmée par le coefficient de temps négatif), **la série n'est pas stationnaire** au sens statistique. Cela signifie que ses fluctuations ne sont pas constantes dans le temps, ce qui est souvent le cas pour les séries économiques affectées par des politiques publiques, des chocs exogènes (comme la crise du COVID-19) ou des réformes fiscales. Par conséquent, pour toute analyse économétrique utilisant PREFISC comme variable explicative ou dépendante, il est recommandé de :

- **Différencier la série** (analyser ses variations annuelles plutôt que les niveaux),
- Ou utiliser des méthodes adaptées aux séries non stationnaires comme la **cointégration** ou les **modèles en différences**.

5.2.6 Modèle VAR et VECM(PIB et PREFISC)

L'analyse conjointe du Produit Intérieur Brut (PIB) et de la pression fiscale (PREFISC) est essentielle pour comprendre les interactions dynamiques entre la croissance économique et la politique fiscale. Ces deux variables économiques sont souvent liées par des mécanismes complexes à court et à long terme. Pour appréhender ces relations, les modèles vectoriels autorégressifs (VAR) et leurs extensions en modèles à correction d'erreur (VECM) sont des outils économétriques particulièrement adaptés. Le modèle VAR permet d'étudier la dynamique conjointe des variables sans imposer de causalité a priori, tandis que le modèle VECM intègre la notion de cointégration, révélant ainsi les relations d'équilibre de long terme. Dans ce contexte, l'estimation d'un modèle VAR/VECM sur les séries de PIB et PREFISC marocains pour la période 2008-2024 vise à mettre en lumière la nature de leur interdépendance, ainsi que les ajustements à court terme et à long terme entre ces deux agrégats clés.

5.2.7 Résumé des résultats du VECM

- **Période estimée** : 2008–2024 (T = 17)
- **Rang de co-intégration** : 1
- **Cas** : constante sans restriction

Vecteurs co-intégrants (β)

Relation de long terme estimée entre les variables :

- **PIB = 1**
- **PREFISC = -4,0799** (écart-type : 0,22894)

Cela indique une **relation linéaire stable à long terme** entre les deux variables.

Vecteurs d'ajustement (α)

- $\alpha(\text{PIB}) = 0,069874$ Faible ajustement du PIB aux écarts à l'équilibre
- $\alpha(\text{PREFISC}) = 0,21202$ Forte sensibilité de la pression fiscale aux déséquilibres

Équation 1 : ΔPIB

| Variable | Coefficient | Écart-type | t-Stat | p-value |
|------------------------|-------------|------------|--------|----------|
| Constante | 33 072,6 | 19 301,5 | 1,713 | 0,1104 |
| $\Delta\text{PREFISC}$ | -1 576,62 | 879,36 | -1,793 | 0,0963 |
| $\Delta\text{PIB}(-1)$ | 8 285,98 | 717,74 | 11,54 | < 0,0001 |
| EC1 (terme correction) | 0,06987 | 0,0152 | 4,591 | 0,0005 |

- **$R^2 = 0,926$; R^2 ajusté = 0,909**
- **Durbin-Watson = 2,31**

Équation 2 : $\Delta\text{PREFISC}$

| Variable | Coefficient | Écart-type | t-Stat | p-value |
|----------------------------|-------------|------------|--------|----------|
| Constante | -250 813 | 11 701,6 | -21,43 | < 0,0001 |
| $\Delta\text{PREFISC}(-1)$ | 10 664,2 | 533,12 | 20,00 | < 0,0001 |
| $\Delta\text{PIB}(-1)$ | 1 004,09 | 435,14 | 2,308 | 0,0381 |
| EC1 (terme correction) | 0,2120 | 0,0092 | 22,98 | < 0,0001 |

- **$R^2 = 0,978$; R^2 ajusté = 0,973**
- **Durbin-Watson = 1,84**

Interprétation générale

Le modèle VECM révèle une **relation de long terme (cointégration)** entre le PIB et la pression fiscale (PREFISC), ce qui signifie qu'une perturbation dans l'un finit par affecter l'autre durablement.

- Le **terme de correction d'erreur (EC1)** est significatif dans les deux équations, indiquant que les deux variables ajustent leurs trajectoires pour revenir à l'équilibre.
- Le PIB **réagit faiblement** aux écarts ($\alpha = 0,07$), alors que la pression fiscale réagit plus **fortement et rapidement** ($\alpha = 0,21$).
- **À court terme**, les variations passées de PREFISC ont un **effet significatif et négatif sur la croissance du PIB**, ce qui suggère que **des hausses fiscales peuvent temporairement freiner l'activité économique**.
- Inversement, **le PIB influence également la pression fiscale**, ce qui reflète une possible **croissance des recettes** en période d'expansion.

En somme, les résultats du modèle VAR/VECM montrent une **interdépendance dynamique** entre les deux agrégats, justifiant l'usage de politiques fiscales prudentes pour ne pas compromettre la trajectoire de croissance.

Tableau 9 : Coefficients de correction d'erreur (EC1) et vitesses d'ajustement dans le VECM

| Variable dépendante | Coefficient du terme de correction d'erreur (EC1) | Signification statistique | Vitesse d'ajustement (α) |
|---------------------|---|---------------------------|-----------------------------------|
| Δ PIB | 0,06987 | (p = 0,0005) | Faible |
| Δ PREFISC | 0,21202 | (p < 0,0001) | Forte |

Interprétation :

Le modèle VECM met en évidence une relation de long terme stable entre le PIB et la pression fiscale, avec un terme de correction d'erreur significatif dans les deux équations.

- Le coefficient du terme d'erreur de correction (EC1) est positif et significatif pour les deux variables, indiquant que les écarts par rapport à l'équilibre de long terme sont corrigés au fil du temps.
- La vitesse d'ajustement du PIB ($\alpha \approx 0,07$) est faible, ce qui signifie que la croissance économique s'ajuste lentement aux déséquilibres.
- En revanche, la pression fiscale réagit beaucoup plus rapidement ($\alpha \approx 0,21$), signalant que les politiques fiscales s'ajustent de manière plus dynamique pour rétablir l'équilibre.

- Cette dynamique suggère que des chocs fiscaux ont un impact notable à court terme sur le PIB, tandis que la fiscalité est également influencée par l'évolution économique.
- Ces résultats appuient l'idée que la politique fiscale doit être menée avec prudence afin de ne pas compromettre la croissance, tout en assurant la soutenabilité des finances publiques à long terme.

CONCLUSION

Notre étude montre que la croissance économique, mesurée par le PIB entre 2007 et 2024, est influencée par des facteurs comme la pression fiscale, l'investissement, l'inflation et la consommation d'énergie. L'investissement est le facteur le plus important pour stimuler la croissance. La pression fiscale peut freiner les investissements et la production si elle est trop élevée, mais son impact est complexe et dépend de plusieurs éléments. L'analyse empirique souligne que la pression fiscale joue un rôle clé dans l'activité économique, influençant les décisions d'investissement et de consommation. Bien que l'investissement soit déterminant, la pression fiscale doit être surveillée. L'impact d'autres variables comme l'inflation est moins stable dans notre modèle, indiquant des interactions complexes. Il est recommandé d'affiner les modèles économétriques pour mieux comprendre ces relations.

Références bibliographiques

- Aboumoudrik, N., & Fasly, H. (2024). La réforme de la TVA de 2024 au Maroc : Vers une fiscalité plus équitable et un stimulus économique durable. *Revue Internationale du Chercheur*, 5(2), 45–62. <https://www.revuechercheur.com/index.php/home/article/view/1011>
- Alesina, A., & Perotti, R. (1997). Fiscal adjustments in OECD countries: Composition and macroeconomic effects. *IMF Staff Papers*, 44(2), 210–248. <https://doi.org/10.2307/3867545>
- Andersen, T. M. (2015). The Nordic model: Prospects and challenges. *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 151(2), 103–118. <https://doi.org/10.1007/BF03399529>
- Arnold, J., Brys, B., Heady, C., Johansson, A., Schwellnus, C., & Vartia, L. (2011). Tax policy for economic recovery and growth. *The Economic Journal*, 121(550), F59–F80. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2010.02415.x>
- Atkinson, A. B., & Stiglitz, J. E. (2015). *Lectures on public economics*. Princeton University Press.
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5, Part 2), S103–S125. <https://doi.org/10.1086/261726>
- Benkejjane, N., Mhatchan, S., Oudgou, M., & Boudhar, A. (2024). The impact of tax pressure on long-term economic growth in Morocco. *Economies*, 12(8), 201. <https://doi.org/10.3390/economies12080201>
- Bird, R. M., & Martinez-Vazquez, J. (2008). Tax effort in developing countries and high income countries: The impact of corruption, voice and accountability. *Economic Analysis and Policy*, 38(1), 55–71. [https://doi.org/10.1016/S0313-5926\(08\)50006-3](https://doi.org/10.1016/S0313-5926(08)50006-3)
- Bird, R. M., & Zolt, E. M. (2005). Redistribution via taxation: The limited role of the personal income tax in developing countries. *UCLA Law Review*, 52(6), 1627–1695.
- Blanchard, O., & Johnson, D. R. (2017). *Macroeconomics (7th ed.)*. Pearson Education.
- Eurostat. (2023). Taxation trends in the European Union: Data for the EU Member States, Iceland and Norway. Publications Office of the European Union. <https://ec.europa.eu/eurostat>
- International Monetary Fund (IMF). (2022). Fiscal monitor: Revenue mobilization for a resilient and inclusive recovery. <https://www.imf.org/en/Publications/FM>
- Lee, Y., & Gordon, R. H. (2005). Tax structure and economic growth. *Journal of Public Economics*, 89(5–6), 1027–1043. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2004.07.002>
- Mankiw, N. G. (2020). *Principles of economics (9th ed.)*. Cengage Learning.

Martinez-Vazquez, J., & Bird, R. M. (2018). Tax policy and economic growth: A review of the literature. *Journal of Economic Surveys*, 32(4), 965–996.

<https://doi.org/10.1111/joes.12231>

Ministère de l'Économie et des Finances. (2013). Rapport d'activité 2013. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2014). Rapport d'activité 2014. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2015). Rapport d'activité 2015. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2016). Rapport d'activité 2016. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2017). Rapport d'activité 2017. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2018). Rapport d'activité 2018. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2019). Rapport d'activité 2019. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2020). Rapport d'activité 2020. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2021). Rapport d'activité 2021. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2022). Rapport d'activité 2022. MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2023). Rapport d'activité 2023. Direction du Budget, MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2024). Rapport sur les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA 2024). Direction du Budget, MEF.

Mohamed, K., Bouzahzah, M., & Erguigue, O. (2020). The tax burden and economic growth in Morocco: Empirical analysis. *Journal of Economics and Public Finance*, 7(1), 1–12.

<https://doi.org/10.22158/jepf.v7n1p1>

Musgrave, R. A., & Musgrave, P. B. (1989). *Public finance in theory and practice* (5th ed.). McGraw-Hill.

Organization for Economic Co-operation and Development (OECD). (2021). *Revenue statistics 2021*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/4e5fdf02-en>

Organization for Economic Co-operation and Development (OECD). (2022). *Revenue statistics 2022*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/rev_stats-2022-en

OECD. (2024). *Revenue statistics 2023: The impact of COVID-19 on tax revenues*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/862ef4fd-en>

Piketty, T. (2019). *Capital et idéologie*. Éditions du Seuil.

Scheidel, W. (2007). Fiscal regimes and the political economy of premodern states. In W. Scheidel & D. S. Richardson (Eds.), *The ancient economy* (pp. 156–168). Cambridge University Press.

Slemrod, J., & Bakija, J. (2017). *Taxing ourselves: A citizen's guide to the debate over taxes* (5th ed.). MIT Press.

Stiglitz, J. E., & Rosengard, J. K. (2015). *Economics of the public sector* (4th ed.). W.W. Norton & Company.

Stotsky, J. G., & WoldeMariam, A. (2002). *Central America: Structural fiscal issues* (IMF Working Paper WP/02/136). International Monetary Fund.

<https://doi.org/10.5089/9781451856231.001>

Tanzi, V., & Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *IMF Staff Papers*, 44(2), 179–209. <https://doi.org/10.2307/3867546>

Tanzi, V., & Zee, H. H. (2000). *Tax policy for emerging markets: Developing countries* (IMF Working Paper WP/00/35). International Monetary Fund.

<https://doi.org/10.5089/9781451845310.00>

Tilly, C. (1990). *Coercion, capital, and European states, AD 990–1990*. Basil Blackwell.

Tkáčová, A., Csabay, M., & Hitka, M. (2022). The impact of taxation and public debt on GDP and inequality in the European Union (1995–2018): Panel data analysis. *Journal of Risk and Financial Management*, 15(9), 387. <https://doi.org/10.3390/jrfm15090387>